



« la question de la gratuité nous ramène à la question du rôle de la culture »

*Entretien avec Pascale Bonniel-Chalier, Adjointe au maire de Lyon déléguée aux événements et à l'animation culturels de Lyon
Propos recueillis par Pierre-Alain Four le 2 avril 2004*

– Quelles sont les compétences de votre Délégation ?

La Délégation dont j'ai charge a été reconfigurée lors du changement de municipalité en 2001. Il y avait un Fonds d'action culturelle (Fac), dont cette Délégation s'occupait et un Fonds d'encouragement artistique (Leca) qui incombait à la Délégation culture. Ce qui fait que les porteurs de projets ne s'y retrouvaient pas. L'actuel Adjoint à la culture a regroupé ces 2 fonds. Et l'on a créé d'autres lignes de partage qui nous paraissent plus efficaces.

La Délégation intervient maintenant sur en ensemble de fêtes et de manifestations dont : le Défilé de la biennale de la danse, l'Art sur la place, la Fête des lumières, Tout l'monde dehors ! et d'autres événements de moindre envergure comme le Pardon des Mariniers ou les Dragons de St Georges. Vous voyez que ce sont tous des événements ou des fêtes qui se déroulent dans l'espace public. Toute ma Délégation a partie liée au territoire et à la participation des habitants. Et parce que tout cela se déroule dans la rue, la Délégation est souvent face à la question de la gratuité.

– Est-ce à dire que la gratuité est une contrainte pour votre champ d'intervention ?

C'est à la fois une volonté et la prise en compte d'un fait : dans l'espace public, il est plus simple d'être gratuit. La gratuité n'est pas une contrainte : elle est un des instruments de notre politique. On a là l'opportunité de faire venir des familles, des habitants, des groupes sociaux qui ne viendraient pas si ce que nous proposons n'était pas dans l'espace public et gratuit. Ce sont 2 conditions pour attirer des gens qui tout au long de l'année ne fréquentent pas les institutions culturelles.

Les 200 000 personnes qui assistent au Défilé ne sont pas celles qui sont abonnées à la Maison de la danse. Elles viennent parce que c'est festif, parce que c'est un spectacle et parce que c'est gratuit. Il n'y a pas 3,2 millions de personnes qui vont au Musée d'art contemporain, mais elles sont 3,2 à déambuler lors des 4 soirées de la Fête des lumières où tout est gratuit.

Pour beaucoup de gens et de familles, il est encore difficile d'aller dans une institution culturelle, que ce soit dans une galerie d'art contemporain ou même dans une salle de spectacle à priori moins intimidante. Elles pensent qu'elles n'ont pas les clés de compréhension. Les chiffres du Département études et prospective (DEP) du Ministère de la culture sont clairs à cet égard.

Or il me paraît inouï qu'une majorité de gens ne profitent pas d'institutions culturelles qui représentent tout de même plus de 20 % du budget de la ville ! Et une part importante des dépenses des collectivités publiques. Ça me paraît être un problème politique majeur.

– Mais les freins à la fréquentation sont-ils seulement d'ordre financier ?

Il y a aussi des freins dus à nos connaissances et habitudes sociales et culturelles. Pour les gens qui ont déjà une pratique culturelle reconnue comme telle, ceux-ci disposent déjà d'un capital social ou culturel, la question du coût est certes importante, mais elle n'est pas bloquante.

Mais je reste persuadée que même pour une famille disposant de ce capital social, la question du coût demeure une variable essentielle dans la décision de sortir : il faut payer sa place, faire garder les enfants, etc. Tout cela contribue à freiner la fréquentation culturelle de qualité.

– Est-ce qu'il n'existe pas d'autres formes d'accès à la culture, la télévision n'offre-t-elle pas des programmes très divers ?

Notre ambition est de faire venir des gens qui ne fréquentent jamais les institutions culturelles, des gens qui n'ont pas l'habitude de sortir de chez eux. La télévision propose il est vrai une offre extrêmement diversifiée, mais c'est un acte de facilité, qui ne demande pas d'effort d'attention. On rentre chez soi, on s'assoit sur le canapé et on allume la télé. Du coup, demander aux gens de se déplacer, demander aux gens de sortir de chez eux n'est pas si simple, même s'il s'agit simplement d'aller dans une bibliothèque.

Par ailleurs, vous dites « offrir des programmes » mais la télévision est une pratique culturelle qui donne l'illusion de la gratuité : en réalité la télévision est payante, via la redevance et les abonnements au câble. C'est aussi une pratique payante par la publicité, qui est répercutée sur le coût des produits que vous consommez...

– Selon vous, quel rôle peut jouer l'espace public dans cet élargissement du public ?

J'ai la conviction qu'il y a un enjeu sur l'espace public, qui n'est d'ailleurs pas seulement culturel, qui touche aussi des questions de démocratie. Il s'agit de savoir comment on le conçoit, comment on l'occupe et donc comment on peut associer les habitants à sa gestion.

Or une intervention artistique dans l'espace public peut en changer sa perception du tout au tout. On en a eu la démonstration au cours de l'été 2003, lorsque l'artiste Emmanuel Louisgrand a investi l'îlot Mazagrand dans le 7^e arrondissement. Ce délaissé urbain était promis à une opération d'aménagement classique, de type parking. Avec l'intervention de l'artiste, qui y a planté un jardin et installé une buvette, les habitants se sont réapproprié ce terrain vague. Cette approche sensible a montré aux habitants qu'on pouvait envisager différemment un espace urbain et qu'ils pouvaient jouer un rôle dans son « recyclage ».

Aujourd'hui, l'espace public est rarement un forum, les gens ne s'y arrêtent pas. La question est de savoir comment faire pour que les gens fassent plus que s'y croiser, pour qu'ils se parlent, qu'ils échangent, etc. C'est pourquoi les fêtes d'été – Tout l'monde dehors ! – sont si attentives à la question du territoire : nous voulons profiter de ce temps où les gens sont dans un espace public pour qu'ils puissent aussi se rencontrer, avant le spectacle ou après, autour d'un verre, dans un moment de convivialité.

Le Musée Urbain Tony Garnier est un bon exemple de ce processus. Se sont bien les habitants de la cité qui viennent aux animations. Ils ne sont pas habitués au spectacle, il faut calmer les enfants, mais c'est une proposition artistique très différente de celle qu'ils ont l'habitude de voir à la télévision, qui les emportent

ailleurs. Et à l'issue des spectacles, il y a un repas de quartier, qui est un moment de convivialité, ce qui permet aux gens de se parler dans des circonstances différentes.

– Quelle est la valorisation artistique de ces opérations ? Ne craignez vous pas qu'on associe gratuité à qualité artistique moindre ?

Non, la situation a beaucoup évolué en 15 ans. Le théâtre de rue a ouvert la brèche, il a construit un rapport différent à l'art. Le théâtre de rue a été extrêmement inventif et créatif d'un point de vue artistique, il y a des choses fantastiques ! Or ces spectacles sont presque toujours gratuits. Grâce à cela, les gens ne sont plus enclins à penser que ce qui est donné est moins intéressant.

À Lyon c'est net : le Défilé de la biennale est mis en scène, il y a des costumes, des machines, un rythme, des chorégraphes réputés, etc. Du coup les spectateurs ne sont pas dupes, ils savent qu'ils peuvent trouver de belles choses dans l'espace public.

Encore une fois, les gens sont à même de juger de la qualité, lorsqu'ils voient Sckerzo sur la place des Terreaux, ils ne savent peut-être pas qui est Sckerzo, mais ils disent que c'est beau ! Or ce spectacle coûte 250 000 E, sa réalisation témoigne d'un travail, les gens ne peuvent pas penser qu'il est là par défaut. La Fête des lumières fait la démonstration que gratuité peut rimer avec qualité.

– Quelle doit être selon vous la place des collectivités dans le financement de la culture ? On a parfois l'impression qu'elles tirent un très fort parti du système de l'intermittence ?

Oui, bien sur, toutes ces manifestations gratuites ont un coût et il est normal de rémunérer le travail artistique. Mais songez que Tout l'monde dehors ! n'a qu'un budget de 250 000 Euros, pour tout le territoire lyonnais pendant 3 mois... C'est dérisoire par rapport aux effets dégagés, au public qui se presse aux Jeudis des musiques du monde et ailleurs ! La fréquentation de Tout l'monde dehors ! est estimée à 70 000 personnes. Les collectivités ne peuvent pas ne pas prendre en compte le coût de la culture, elles profitent des Assedic si elles ne dotent pas correctement leurs manifestations.

Je sais bien qu'une multitude de spectacles montrés dans le cadre de Tout l'monde dehors ! ne pourraient pas exister sans le régime dérogatoire de l'Unedic.

Aujourd'hui, on ne paye que la prestation artistique, le coût de la production n'est pas pris en compte. Et les collectivités territoriales s'en accommodent très bien. Avec la fronde des intermittents, les élus de tous bords réalisent quels avantages ils tirent de ce système. On peut presque dire que le Medef et les salariés sont les premiers sponsors du spectacle vivant !

– Est-ce que la culture n'est pas aussi victime de sa capacité à générer une image, à une époque où les collectivités recherchent de plus en plus à être identifiées ?

Je crois aussi que la question de la gratuité nous ramène à la question du rôle de la culture. Aujourd'hui, je pense qu'il y a une dérive : les enjeux d'image prennent le pas sur les projets culturels. De grandes manifestations, dont je ne conteste pas la légitimité, sont très bien dotées en termes budgétaires. Et là où il y a des enjeux de proximité, qui ont une faible visibilité médiatique, les budgets se réduisent comme peau de chagrin.

La gauche comme la droite conduisent des politiques culturelles qui sacrifient trop aux questions de communication. Or il faut faire des politiques culturelles de

développement culturel durable, avec des actions structurantes. C'est-à-dire des actions de proximité, qui ont peut-être un moindre retentissement médiatique, mais qui touchent réellement un public nouveau. L'image doit découler du projet artistique et non l'inverse ! Je n'ai rien contre une capitalisation en termes d'image, mais il faut privilégier le projet artistique, et travailler l'image ensuite.

Sur les fêtes d'été, je peine à défendre ce budget, car il a peu de visibilité. On a commencé avec un budget de 180 000 E, puis de 250 000 E, pour atteindre cette année 280 000 Euros. Je pense que c'est une erreur, car il se joue avec Tout l'monde dehors quelque chose d'important dans la proximité, j'en suis persuadée.

– Pourquoi la question culturelle vous paraît-elle si importante ? Pourquoi les animations dans l'espace public ne peuvent-elles selon vous se concevoir qu'avec dimension artistique ?

Ne pas avoir accès au sensible, c'est une amputation de la personnalité. Il y a de belles choses à la télévision, mais on n'est pas dans le même rapport que lorsqu'on est face à un artiste ou à une œuvre. C'est autre chose et pour moi il y a quelque chose qui manque, c'est une conviction intime.

Si les gens vont peu au spectacle, ils développent tout de même ça et là une acuité artistique notamment avec la télévision qui montre des spectacles très différents. Même sans éducation artistique, ils développent des capacités d'appréciation esthétique. Il est donc essentiel pour des manifestations dans l'espace public, de ne pas négliger la question artistique, car plus personne ne veut d'une fête à neu-neu, car il y a mieux à la maison... Si on laisse les espaces publics tels quels, sans scénographie, sans intervention artistique, tout le monde peut voir que c'est moche et les gens ne se privent pas de le dire. Et je ne fais pas là du militantisme culturel ou artistique, c'est un constat de terrain.

C'est ce que nous avons par exemple fait cette année à la Duchère pour la fête des Lumières, où Jean-Marie Cheynet, plasticien, est intervenu sur la scénographie d'un repas de quartier. Il a proposé aux habitants de faire tous les objets nécessaires au repas : les tables, les plats, les éclairages, etc. La MJC, le Centre social, les associations de femmes, tout le monde y a participé.

Si les gens sont venus si nombreux, c'est qu'ils ont été impliqués dans une démarche cohérente, où il y avait des gestes de création artistique. Le résultat, éclairé aux flambeaux pour le 8 décembre, était magnifique, justement en raison de l'intervention d'un artiste, qui a pensé le décor, l'espace, etc. Les gens ont vu qu'on peut faire un repas de quartier à la Duchère autrement : sans chaises tordues ni tables cabossées !